

Envoyé en préfecture le 11/03/2025
 Reçu en préfecture le 11/03/2025
 Publié le
 ID : 059-215900127-20250310-ARR0472025-AR



ARR 047 2025 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules – Travaux sur voie SNCF par l'Entreprise DE BARBA – Rue de Milourd
 REF. PH/Nomenclature « Actes » Département du Nord : Libertés publiques et pouvoirs de police – Police municipale (6.1)

Monsieur le Maire de la Ville d'Anor,

- Vu le Code de la Route,
- Vu le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6
- Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4^{ème} partie, signalisation de prescription,
- Vu le Code de la Voirie Routière,
- Vu la demande produite par l'Entreprise DE BARBA, 91 Route d'Anor, 59610 FOURMIES, aux fins d'effectuer des travaux sur la voie SNCF, rue de Milourd à ANOR,
- Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de circulation, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,
- Considérant que les travaux prévus sur et en bordure de la voie publique sont susceptibles d'entraîner des perturbations importantes à la circulation des véhicules et afin de prévenir tous risques pour les usagers.

ARRETE

Article 1 :

A compter du jeudi 20 mars 2025 jusqu'à la fin des travaux, l'Entreprise DE BARBA, 91 route d'Anor, 59610 FOURMIES est autorisée à effectuer des travaux sur la voie SNCF, rue de Milourd.

Article 2 :

Pendant toute la durée des travaux, la circulation des véhicules à moteur et des cyclistes sur la section de route désignée à l'article 1 ci-dessus, **sera interdite dans les deux sens**. Par dérogation, l'accès aux propriétés riveraines, sera exclusivement autorisé, dans les deux sens de circulation, en fonction de l'évolution des travaux, aux riverains eux-mêmes, aux véhicules de police ou de gendarmerie, pompiers, ambulances, poste et enlèvement des ordures ; le chantier formant un obstacle infranchissable.

Article 3 :

Pendant cette interdiction, une déviation sera mise en place, pour les personnes situées hors de la zone de chantier. La mise en place de la signalisation sur le lieu des travaux, ainsi que son maintien en condition sont à la charge de la société désignée à l'article 2 ci-dessus.

- Déviation en venant de la rue de Milourd par le Chemin Latéral
- Déviation en de la rue d'Hirson par le Chemin Latéral.

Article 4 :

Le stationnement des véhicules sera interdit au droit du chantier.

Article 5 :

Le fait pour tout conducteur de véhicule de ne pas respecter les indications résultant de la signalisation routière sera réprimé conformément à l'article R.411-26 du Code de la Route précité.

Article 6 :

La signalisation de chantier, de route barrée, de déviation et d'interdire de stationner, découlant des présentes prescriptions sera établie conformément aux réglementaires susvisées. Elle sera mise en place ainsi :

- La signalisation de route barrée et déviation, par l'Entreprise DE BARBA à sa charge et sous sa responsabilité.
- La signalisation de chantier et d'interdiction de stationner, par l'Entreprise DE BARBA à sa charge et sa responsabilité.

Article 7 :

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage en Mairie d'Anor et sur le chantier.

Article 8 :

Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux, par la levée de la signalisation.

Article 9 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Responsable des Services Techniques de la Ville d'Anor, Monsieur le Responsable de l'Entreprise DE BARBA, Monsieur le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Fourmies sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Anor, le 10 mars 2025

Le Maire,
 Jean-Luc PERAT



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.